

Saint-Avé

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service Finances et Achats Durables
N° 2014-065

DÉCISION DU MAIRE

SIGNATURE D'UN AVENANT N°3 RELATIF À UN MARCHÉ DE TRAVAUX
Opération : Travaux de réhabilitation de l'école maternelle Julie Daubié
Lot n° 2 : VRD, gros-œuvre

Projet de Territoire « Saint-Avé 2030 »

Enjeu :	Objectif :	Action :
<i>Saint-Avé pour tous : cohésion sociale, mixité, proximité et solidarité</i>	<i>Maintenir des services publics de proximité accueillants et efficaces</i>	<i>Affirmer la mission de service public</i>

VU l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

VU la délibération n° 2014/4/78 du conseil municipal en date du 7 avril 2014, donnant délégation au Maire, pour la durée de son mandat, pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU la décision n° 2013-078 du 4 octobre 2013 relative à la signature du marché visé en objet,

VU la décision n° 2014-017 du 27 mars 2014 relative à la passation d'un avenant n°1 au présent marché,

VU la décision n°2014-062 du 11 septembre 2014 relative à la passation d'un avenant n°2 au présent marché,

VU le projet d'avenant numéro 3 au marché n° 2013-282,

Le Maire de la commune de Saint-Avé (Morbihan),

DÉCIDE

Article 1^{er} : DE PASSER avec l'entreprise COREVA (35530 NOYAL SUR VILAINE), titulaire du marché de travaux du lot n° 2 «VRD, gros œuvre» dans le cadre des travaux de réhabilitation de l'école maternelle Julie Daubié, un avenant numéro 3, dans les conditions détaillées dans le projet d'avenant susvisé, pour un montant en plus-value de 1833,00 € HT sur la tranche ferme. Ces modifications, ainsi que les modifications objet des avenants n°1 et n°2, font ainsi passer le montant du marché, toutes tranches comprises, de 202 280,74 € HT à 205 618,74 € HT, soit une augmentation du montant de marché de 1,65 %.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires sont inscrits au(x) budget(s) de la commune.

Article 3 : D'INFORMER le conseil municipal, lors de sa prochaine réunion, de cette décision qui fera l'objet des mêmes règles de publicité que celles applicables aux délibérations, conformément au code général des collectivités territoriales.

Article 4 : D'ADRESSER la présente décision à M. le Préfet du Morbihan et à M. le Receveur municipal, et de signer et notifier l'avenant correspondant à la société visée à l'article 1^{er}.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

056-215602061-20141002-2014-065-AU

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 03/10/2014

Publication : 03/10/2014

Le Maire



Anne GALLO

Fait à Saint-Avé, le 2 octobre 2014

P/Le Maire empêchée,
Le 1^{er} Adjoint au Maire,

Thierry EVENO

